



Intervention parlementaire

N° de l'intervention : 237-2020
Type d'intervention : Interpellation
Motion ayant valeur de directive : ☐
N° d'affaire : 2020.RRGR.308

Déposée le : 09.09.2020

Motion de groupe : Non
Motion de commission : Non
Déposée par : Hamdaoui (Biel/Bienne, PDC) (porte-parole)
Müller (Orvin, UDC)

Cosignataires : 0

Urgence demandée : Non
Urgence accordée :

N° d'ACE : du
Direction : Direction de l'instruction publique et de la culture
Classification : -

Et la dignité des fillettes ?

Depuis le début de la rentrée scolaire du mois d'août, plusieurs écoles primaires et crèches du canton ont vu arriver des fillettes, parfois très, très jeunes, portant de longs voiles cachant en partie leur tête. Vêtues de la tête aux pieds, elles portaient des tenues peu adaptées à leur âge. Or, renseignements pris, ce n'était pas leur choix.

Tout en sachant que le canton de Berne n'est pas un canton laïque et sans vouloir donner le risque de discriminer des groupes de la population en raison de leurs pratiques culturelles, les autorités compétentes sont cependant amenées à répondre à ces questions :

1. Les autorités scolaires peuvent-elles estimer le nombre de fillettes fréquentant les écoles obligatoires et les crèches publiques du canton portant un voile et des vêtements islamiques ?
2. Les autorités scolaires n'estiment-elles pas que ces fillettes ne sont pas encore forcément capables d'un libre choix à cet âge précoce ?
3. Les autorités scolaires émettent-elles des recommandations aux membres du corps enseignant confrontés à de telles situations ?
4. Les autorités scolaires sont-elles en mesure d'apporter un soutien aux fillettes, à leur entourage, à des parents d'élèves ou à d'autres élèves qui s'inquiéteraient de leur sort ?
5. Les autorités scolaires n'estiment-elles pas qu'imposer le port du voile à des fillettes pas encore en âge d'un libre choix est contraire au principe de l'égalité entre femmes et hommes, puisqu'il les enferme dès leur plus jeune âge dans une forme de soumission ?

Destinataires

- Grand Conseil